Forum ouvert du PGO : Claire Thoury appelle à renforcer la place de la société civile


Promethean
Claire Thoury
Présidente du Cons
social et environne

PRÉSIDENCE PUBLIÉE LE 08/10/2026

Le 1er octobre 2026, la présidente du CESE Claire Thoury a ouvert le deuxième forum du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), aux côtés de Laurent Panifous, ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement. Elle y a affirmé la nécessité d'une participation citoyenne capable de peser sur les décisions publiques et présenté les engagements du CESE pour le prochain plan d'action national.

Qu'est-ce que le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) ?

Créé en 2011 et rejoint par la France en 2014, le Partenariat pour un gouvernement ouvert réunit des États et des organisations de la société civile. Il vise à rendre l'action publique plus transparente, à développer la participation citoyenne et à renforcer la « redevabilité », c'est-à-dire l'obligation pour les pouvoirs publics de rendre compte de leurs décisions et de leurs résultats. Les pays membres traduisent ces objectifs dans des plans d'action nationaux élaborés avec la société civile.

En France, le forum du Partenariat pour un gouvernement ouvert, accueilli et coprésidé par le CESE, est l'instance de dialogue entre les administrations et la société civile chargée de contribuer à l'élaboration de ces plans et au suivi de leur mise en œuvre. **Ce deuxième forum était consacré notamment à la préparation du prochain plan d'action national.**

Faire confiance à la société civile et lui donner prise sur les décisions

Claire Thoury a prononcé le discours d'ouverture de ce deuxième forum. Elle y a rappelé la capacité des citoyens et des associations à agir sur leurs conditions de vie. Pour que leurs initiatives contribuent à l'action publique, ils doivent pouvoir trouver des relais auprès des administrations et des responsables politiques.

Décrivant le rôle du forum du Partenariat pour un gouvernement ouvert, Claire Thoury a déclaré :

> *« Un lieu qui place au cœur de sa démarche la conviction que nos sociétés sont trop complexes pour être dirigées d'en haut. Qu'elles ont besoin, pour être gouvernées, d'un État enrichi de toutes les légitimités : élective, administrative, civique et scientifique. »*

Cette « démocratie dense », selon les termes de la présidente du CESE, suppose d'associer la société civile dès la préparation des décisions et de lui permettre de suivre les suites données à ses contributions. Le Forum ouvert doit y contribuer en permettant de confronter les points de vue, de travailler les désaccords et de construire des propositions communes.

Les engagements du CESE pour le prochain plan d'action

Claire Thoury a présenté trois engagements portés par le CESE :

***Faire progresser la participation des enfants**, avec l'appui de la nouvelle Délégation aux droits des enfants. L'objectif est de recueillir leur parole et de leur permettre de contribuer à la construction des décisions qui les concernent. Le CESE s'appuie notamment sur l'expérience des jeunes associés à ses travaux sur la santé mentale et à la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant.*

***Renforcer la prise en compte des pétitions**, en améliorant leur recueil, leur traitement et les suites que leur donnent les pouvoirs publics. Le CESE souhaite développer les débouchés institutionnels de cet outil de mobilisation citoyenne.*

***Ouvrir davantage l'élaboration de la loi à la société civile organisée**, pour que l'expérience et les propositions des associations, des syndicats et des autres organisations puissent contribuer au travail législatif.*

Lever les obstacles concrets à la participation

La présidente du CESE a également rappelé les travaux conduits avec la Direction interministérielle de la transformation publique et le Conseil d'État sur un statut du citoyen participant. Plusieurs garanties ont été étudiées : pouvoir s'absenter de son travail sans être pénalisé, conserver ses droits sociaux, bénéficier d'une prise en charge des frais de garde et faire reconnaître les compétences acquises.

Ces travaux ont alimenté la mission parlementaire d'Erwan Balanant, qui a auditionné le CESE. Ils visent à permettre aux citoyens de participer aux démarches démocratiques malgré les contraintes de leur vie professionnelle et familiale.

© - copyright CESE - Octobre 2026